

SYNTHÈSE

Financer l'accès à l'eau et à l'assainissement en Méditerranée

Les financements innovants : solution ou illusion ?

CAROLINE ORJEBIN-YOUSFAOUI
CHEF DE PROJET, IPEMED

Juin 2014



IPEMED

- INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN -



L'EAU EST UN BIEN COMMUN MENACÉ EN MÉDITERRANÉE

Un bien rare

Les Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM) sont caractérisés par une situation de stress hydrique structurelle. L'Afrique du Nord ne totalise que 0,1% des ressources mondiales d'eau naturelle renouvelable et le Moyen-Orient 1,1% pour une population globale de 280 millions d'habitants soit environ 4 % de la population mondiale. La région héberge près de 60% de la population mondiale faiblement pourvue en eau¹, c'est-à-dire dotée de moins de 1000 m³ d'eau/habitant/an.

Une ressource naturelle qui doit faire face à des pressions anthropiques croissantes et aux impacts du changement climatique

L'indice régional de changement climatique de la région méditerranéenne est avec celui du Nord-Est de l'Europe le plus élevé au monde selon le Groupement International des Experts sur le Changement climatique (GIEC). Des hausses de température de 2 à 4 °C ainsi qu'une baisse de la pluviométrie de 4 à 30% sont prévues dans la région. A l'horizon 2050, une diminution significative des ressources en eau est prévue. Les bassins du Maroc, de l'Algérie, du Proche-Orient et du Sud de l'Espagne seraient les plus touchés, avec une diminution de plus de moitié des ressources en eau, selon le scénario le plus pessimiste.

La croissance démographique et urbaine des PSEM devrait également accentuer les pressions sur les ressources en eau. En considérant les projections des Nations unies, la population des PSEM pourrait atteindre plus de 360 millions en 2030 contre 280 millions actuellement. Le taux d'urbanisation est en nette augmentation. Les 2/3 des Méditerranéens sont urbains et plus des 3/4 devraient l'être en 2030. La consommation d'eau devrait ainsi augmenter de 170 km³ à 228 km³ d'ici 2025 dans les PSEM.

LA GESTION DE L'EAU EST STRATÉGIQUE POUR L'AVENIR DES PSEM

Les défis à relever sont nombreux...

Les défis liés à l'eau concernent en Méditerranée :

- l'amélioration de l'accès à l'eau potable et de sa qualité ;
- la collecte et le traitement des eaux usées (domestiques et industrielles) ;
- la lutte contre les pollutions diffuses ;
- l'adaptation de la gestion des ressources en eau aux impacts du changement climatique.



Les taux de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont plutôt satisfaisants dans la région. 83% de la population des pays méditerranéens avait un accès durable à une source d'eau améliorée en 2010². Cependant 20 millions de Méditerranéens n'avaient toujours pas accès à l'eau potable en 2009, notamment dans les zones rurales des PSEM³.

Les questions d'assainissement et de traitement des eaux usées sont urgentes compte tenu de la littoralisation des populations et du développement de l'urbanisation informelle dans les grandes villes. On estime que 60 à 80 % des habitants de la rive Sud, soit ne sont pas reliés à des réseaux d'assainissement, soit sont desservis par des systèmes d'épuration incomplets ou au fonctionnement intermittent.⁴

... et le coût de leur traitement élevé.

Peu de PSEM ont mis en place des systèmes de suivi et de gestion des investissements et dépenses consacrés à l'eau potable, à l'assainissement et à la sensibilisation à l'hygiène, ce qui rend la quantification des besoins en investissement de ce secteur très difficile.

Les besoins en termes de financement de l'accès à l'eau et à l'assainissement sont de plusieurs types :

- construction d'infrastructures nouvelles et extension des réseaux : l'OMS⁵ estime les dépenses nécessaires dans la région méditerranéenne⁶ pour augmenter la couverture en eau et assainissement de façon à atteindre les OMD (hors coûts de programmation) sur la période 2005-2014 à 9,8 milliards US dollars par an ;
- dépenses de fonctionnement liées à l'entretien, la réparation, la mise à niveau et l'exploitation des infrastructures existantes : les dépenses annuelles nécessaires à l'atteinte de la cible des OMD dans la Région (hors Algérie), comprenant la maintenance des infrastructures existantes et l'extension des réseaux nécessaires compte tenu de l'augmentation de la population⁷ sont estimées par l'OMS à 3,9 milliards US dollars par an pour l'accès à l'eau potable et à 2,74 milliards US dollars par an pour l'accès à l'assainissement, sur la période 2005-2014 ;
- renforcement des capacités institutionnelles.

2 - La part de la population ayant accès à une source d'eau améliorée est ainsi passée de 87 à 92% en Afrique du Nord entre 1990 et 2010 et de 68 à 92% en Asie de l'Est sur la même période, selon l'Onu

3 - « Suivi de la stratégie méditerranéenne de développement durable, Actualisation 2013 », 2013, Plan Bleu

4 - Rapport de M. Roland COURTEAU, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques du Sénat, 21 juin 2011

5 - "Regional and global costs of attaining the water supply and sanitation target of the Millenium Development goals", 2008, OMS

6 - Définition selon sa classification: (hors Algérie) Bahreïn, Chypre, Iran, Jordanie, Koweït, Liban, Lybie, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Syrie, Tunisie Émirats Arabes Unis, Afghanistan, Djibouti, Égypte, Iraq, Maroc, Pakistan, Somalie, Soudan, Yémen

7 - Coûts totaux incluant la maintenance et le remplacement des infrastructures et équipements existants, le remplacement périodique des infrastructures existantes et les coûts de l'extension de la couverture en eau et assainissement compte tenu de l'augmentation de la population prévue sur la période 2005-2014, de façon à atteindre la cible des OMD



... mais leurs bénéfices socio-économiques sont plus que significatifs en cas de succès

Relever ces défis entraînerait d'importants effets bénéfiques sur le niveau d'éducation, notamment des filles, la santé et l'hygiène publiques, sachant qu'entre 1 et 5 % des décès sont imputables dans la région à des services insuffisants ou inadéquats dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement.

L'amélioration des services d'eau et d'assainissement dans la Région aurait également un impact économique important. Le coût économique d'une mauvaise qualité de l'eau est élevé : il est estimé dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord à une proportion allant de 0,5% à 2,5% de leur PIB, selon le « Quatrième rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau ». D'après le rapport GLAAS des Nations unies, un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement pourrait au contraire augmenter le PIB des PSEM de 2 à 7 % (OMS, 2010). Les investissements réalisés dans la distribution de l'eau potable rapporteraient ainsi 4 à 12 fois plus qu'ils ne coûtent.

LA GESTION DE L'EAU NÉCESSITE UN CHANGEMENT DE PARADIGME DANS LA RÉGION

Une gouvernance plus efficace y compris financière est nécessaire

Le principal frein à l'accès à l'eau et à l'assainissement est une mauvaise allocation des ressources financières existantes. La réorientation du secteur nécessite des mesures d'accompagnement du financement des infrastructures: renforcement des capacités, consultations des parties prenantes, réformes institutionnelles, formation, système d'information, technologies et transfert de savoir-faire...). A une démarche de levée de fonds doit être couplée une démarche qualitative de meilleure gouvernance du secteur de l'eau. L'initiative algéro-espagnole de définition d'une stratégie de l'eau pour la Méditerranée occidentale dans le cadre du dialogue 5+5 ou celle d'Etats comme le Royaume du Maroc sont à soutenir dans ce cadre.

Compte tenu des montants limités mobilisables par les Etats concernés et l'Aide Publique au Développement, la mobilisation de financements additionnels reste une condition essentielle à la mise en œuvre d'une stratégie de gouvernance. En 2010, 7% de l'APD accordée au secteur de l'eau a été distribuée en Afrique du Nord et 12% au Moyen Orient, soit respectivement 581 millions US dollars et 996 millions US dollars, représentant un montant total de 1 milliard 577 millions US dollars, selon la base de données de l'OCDE⁸.

8 - La base de données de l'OCDE n'intègre pas des données exhaustives concernant l'ensemble des financements des organismes multilatéraux, tels que la BEI ou la Banque Mondiale et n'inclut pas les financements et les dons des organismes arabes régionaux de financement et de la Banque Islamique de Développement.



Les mécanismes de financements innovants sont une réelle opportunité pour le secteur de l'eau et de l'assainissement

Pour combler une partie du déficit de financement existant et permettre une meilleure allocation des ressources financières, il faut développer une stratégie autour de deux actions :

- la mise en place d'une politique efficace de « recouvrement durable des coûts » ;
- la définition de financements innovants « pérennes, prévisibles et additionnels » (P. Douste-Blazy). Près de 60 milliards d'euros pourraient être mobilisés par les mécanismes de financements innovants présentés dans le rapport d'Ipemed. Ils appartiennent dans leur grande majorité aux « contributions de solidarité internationale » (P. Douste-Blazy).

Dans le secteur de l'eau, on peut envisager différents mécanismes de redevances de pollution permettant d'accroître les finances publiques et basés sur un principe d'intégration des externalités négatives d'activités ayant profité du développement économique de la région méditerranéenne. Au-delà du fait de générer des ressources financières supplémentaires qui peuvent combler en partie le déficit de financement des services d'eau et d'assainissement, ces « écotaxes » peuvent inciter les « pollueurs » à réduire les sources de pollutions.

Types de microtaxes de solidarité proposées et effets potentiels

SECTEUR	ACTIVITÉ	OBJECTIF POURSUIVI	
		GÉNÉRER DES RESSOURCES FINANCIÈRES	MODIFIER LE COMPORTEMENT
Navigation maritime	Amarrage des bateaux de plaisance	x	x
	Croisiéristes	x	
	Navigation marchande	x	
	Emissions de CO ₂ de la navigation maritime	x	
Tourisme	Equipements touristiques à forte intensité hydrique	x	x
Immobilier	Utilisation foncière des zones côtières	x	x
Assainissement	Absence de stations d'épuration	x	x



CONCLUSION

La gestion de l'eau en Méditerranée nécessite une structure adaptée, qui implique un engagement fort et urgent de toutes les parties prenantes de la région

La gestion des Mécanismes de Financements Innovants (MFI) identifiés dans ce rapport implique la mise en place d'une gouvernance transversale en faveur de l'accès à l'eau et à l'assainissement en Méditerranée rassemblant les Etats, les autorités de gestion des fonds et la société civile au sein d'une Agence Méditerranéenne de l'Eau. Celle-ci nécessite une structuration en trois échelons complémentaires :

- un système d'informations neutre et indépendant sur les ressources en eau et les causes de la pollution de la Méditerranée,
- une Assemblée générale décisionnaire rassemblant les parties prenantes
- et un Exécutif, rattaché à une agence internationale, qui agirait sous forme d'effet de levier par l'allocation des financements innovants auprès des collectivités locales, opérateurs et ONG de la région.

Une telle démarche nécessite un engagement politique fort des Etats du pourtour méditerranéen et des institutions régionales (Union pour la Méditerranée) et internationales (Onu) actives dans la région.



IPEMED

- INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN -